

**CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2014**  
**GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2014**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;
Aanwezig	Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés	Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Amet Gjanaj, Nader Rekik, <i>Conseillers</i>
Verontschuldigd	<i>communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/26.03.2014/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Enseignement fondamental francophone - Désignation des représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale du Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné - CPEONS.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 14 novembre 2002 organisant la représentation des Pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné et des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Considérant que les missions du CPEONS sont « la promotion et la défense de l'Enseignement Secondaire de plein exercice ou à horaire réduit, Supérieur, de Promotion Sociale, des Centres Psycho - Médico - Sociaux et de la Fédération Sportive du réseau officiel neutre, organisés par les Provinces, les Villes, les Communes, la CoCoF et / ou par des associations de ces pouvoirs » ; que le CPEONS a pour objectifs de :

- « Informer les pouvoirs organisateurs et les écoles sur les réglementations ;
- Aider à l'application des réglementations ;
- Promouvoir et accompagner des expériences pédagogiques nouvelles ;
- Aider à dégager des moyens complémentaires en encadrement ;
- Contribuer à la valorisation de l'Enseignement technique et professionnel ;
- Favoriser la formation continue des enseignants ;
- Sauvegarder l'autonomie des Pouvoirs Organisateurs en matière d'Enseignement ;
- Défendre les points de vue des PO en matière d'Enseignement et sauvegarder leur autonomie » (source : <http://www.cpeons.be/page.asp?id=7&langue=FR>) ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a droit à un siège au sein du Conseil d'Administration du CPEONS, lequel doit être occupé par un mandataire politique, et de trois sièges au sein de l'Assemblée Générale ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 mai 2013 de désigner Madame Patricia VANDE MAELE pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 20 novembre 2013, d'attribuer dorénavant les compétences de l'Instruction publique francophone à Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre ;

Considérant, par conséquent, qu'il y a lieu de modifier la représentation de la Commune au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces ;

DECIDE :

Article 1 :

de confirmer l'adhésion du pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS) ;

Article 2 :

de modifier la représentation du pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean au sein du CPEONS ;

Article 3 :

de désigner Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre et responsable de l'Instruction publique francophone, en tant que représentante effective du

pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil d'Administration du CPEONS ;

Article 4 :

de désigner Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, Madame Stéphanie PITZ, directrice de l'Institut Machtens – Enseignement de promotion sociale, Madame Chaïmae BEN AICHA, Secrétaire d'administration au service de l'Instruction publique, en tant que représentantes effectives du pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale du CPEONS ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Franstalig gemeentelijk basisonderwijs - Aanstelling van de vertegenwoordiger van de gemeente Sint-jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van " Le Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné - CPEONS."**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0002# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Octroi d'un subside pour l'organisation de deux concerts dans le cadre d'une participation au Parcours 1080 - Asbl Café de La Rue.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Vu la demande par laquelle l'asbl « Café de La Rue » sollicite un subside de 500,00 EUR pour l'organisation de deux concerts qui auront lieu les 7 et 8 juin 2014 au Café la Rue, dans le cadre d'une participation au « Parcours 1080 » ;

Considérant que la dépense est à imputer à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'année 2014 ;

DECIDE :

Article unique :

d'octroyer un subside exceptionnel d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl «Café

de La Rue », située rue de la Colonne, 30 – 1080 Bruxelles (Marie-Noëlle DOUTRELUINGNE, administratrice, déléguée à la gestion journalière) - n° de compte 979-5751508-92.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants :  
Service de la Culture française,  
Service de la Comptabilité,  
Service de la Caisse communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Toekening van een subsidie voor de organisatie van twee concerten in het kader van een deelneming aan "Parcours 1080" - Asbl Café de La Rue.**

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekening van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet op het verzoek waarbij de v.z.w. « Café de La Rue » vraagt om een subsidie van 500,00 EUR voor de organisatie van twee concerten, die zullen plaatsvinden op 7 en 8 juni 2014, bij het Café de la Rue, in het kader van een deelname aan het « Parcours 1080 » ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie voor een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de v.z.w. « Café de La Rue », gevestigd in de Kolomstraat 30 – 1080 Brussel (Marie-Noëlle DOUTRELUINGNE, administratrice, verantwoordelijke voor het dagelijks beheer) – rekeningnr. 979-5751508-92;

Artikel 2 :

de betaling uit te voeren na goedkeuring van het besluit;

Artikel 3 :

de uitgave van 500,00 EUR in te schrijven onder artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2014 ;

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten :

Dienst Franse Cultuur,

Dienst Boekhouding,  
Dienst Gemeentekas.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0003# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Plan d'Urgence et d'Intervention Communal - Convention préalable avec le Call center IPG Contact Solutions SA.**

LE CONSEIL,

Vu que les arrêtés royaux des 31 janvier 2003 et 16 février 2006 prévoient qu'en situation d'urgence la population est informée par les autorités responsables de la gestion de crise ;

Vu que la commune, qui a prévu de mettre sur pied un petit Call Center communal basé sur la bonne volonté de membres du personnel communal, pourrait être rapidement débordée en cas de nombre important d'appels ;

Vu que, dans le cadre de ses missions de planification d'urgence et de gestion de crise, la Direction générale du Centre de crise (SPF Intérieur) a conclu avec la société IPG Contact Solutions SA, un marché public pour la mise en veille permanente d'une telle infrastructure ;

Vu que, en vue de soutenir les autorités locales, la Direction générale Centre de crise met cette infrastructure à leur disposition en cas de besoin ;

Considérant que les frais de veille (24h/24) sont supportés par le SPF Intérieur (voir annexes) ;

Considèrent que l'autorité locale ne supportera que les coûts liés à l'activation et l'utilisation du Contact center, uniquement si elle décide d'y avoir recours ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver la convention avec le Call center IPG Contact Solutions SA ci-jointe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het Tewerkstellingshuis**

**van Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Overwegende dat in de koninklijke besluiten van 31 januari 2003 en 16 februari 2006 wordt vastgesteld dat de bevolking in een noodsituatie door de verantwoordelijke overheid wordt geïnformeerd over het beheer van de crisis ;  
Overwegende dat de gemeente, die de intentie heeft een klein gemeentelijk Call-center op te richten, waarbij wordt uitgegaan van de goede wil van de leden van het gemeentepersoneel, bij een belangrijk aantal oproepen snel zou kunnen overbelast raken ;

Overwegende dat de Algemene directie van het Crisiscentrum (FOD Binnenlandse zaken), in het kader van de opdrachten inzake noodplanning en crisisbeheer, met de onderneming IPG Contact Solutions N.V. een overheidsopdracht heeft afgesloten voor het permanent bewaken van een dergelijke infrastructuur ;

Overwegende dat de Algemene directie Crisiscentrum, met het oog op het ondersteunen van de plaatselijke overheid, hen deze infrastructuur indien nodig ter beschikking stelt ;

Overwegende dat de bewakingskosten (24 uur op 24) worden gedragen door de FOD Binnenlandse zaken (zie bijlagen) ;

Overwegende dat de plaatselijke overheid enkel de kosten zal dragen die verbonden zijn aan de activering en het gebruik van het Contactcenter, dit uitsluitend indien ze besluit er een beroep op te doen ;

BESLUIT :

Enig artikel :

de bijgevoegde overeenkomst met het Call-center IPG Contact Solutions SA goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0004# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Convention de fonctionnement avec l'asbl OLINA - Milieux d'accueil  
chaussée de Gand 375 'OLINA 3' et avenue Jean Dubrucq 224-226  
'OLINA 4'.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24.09.2013, décidant de nommer les nouveaux membres du Conseil d'Administration et de l'assemblée générale de l'asbl OLINA; que l'installation du nouveau Conseil d'Administration et de l'assemblée Générale a eu lieu le 13.11.2013 et a été publié au Moniteur Belge du 02.01.2014;

Vu la délibération du collège échevinal du 18.12.2013, par laquelle il décidait de marquer son accord de principe pour l'occupation de la crèche sise chaussée de Gand 375 par l'asbl OLINA;

Vu la délibération du collège échevinal du 26.02.2014, par laquelle il décidait de marquer son accord de principe pour l'occupation de la crèche sise avenue Jean Dubrucq 224-226 par l'asbl OLINA;

Considérant que ceci porte le nombre de crèches/maisons d'accueil qui seront gérés par l'asbl OLINA à 4; que le nombre total de places d'accueil monte à 118 places; que le total des subsides communales, pour les 4 crèches, s'élève à un montant annuel de 196.000 €, soit un montant de 1.661,0169 € par place d'accueil par an;

Considérant qu'actuellement, le coût annuel d'une place dans une crèche communale revient à 8.000 € (chiffre arrondi) à la Commune et que dès lors, la gestion de ces quatre crèches par l'asbl Olina constitue une économie considérable;

Considérant que des conventions de fonctionnement doivent être établies, relatives au crèches sises chaussée de Gand 375, nommé 'OLINA 3', ainsi que avenue Jean Dubrucq 224-226, nommé 'OLINA 4' et déterminant les engagements tant de la part de l'asbl Olina que de la Commune;

Vu les projets de convention de fonctionnement ci-annexés;

DECIDE:

Article unique :

d'approuver les termes des conventions de fonctionnement ci-annexées, relatives à l'exploitation des crèches 'Olina3' pour 48 enfants sise chaussée de Gand 375 et 'Olina4' avenue Jean Dubrucq 224-226 par l'asbl Olina.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service de la Comptabilité (B6) et à la Recette communale (B4).

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
39 votants : 26 votes positifs, 13 abstentions.

---

**Werkingsovereenkomst met de vzw OLINA - Kinderdagverblijven  
Gentsesteenweg 375 'OLINA 3' en Jean Dubrucqlaan 224-226 'OLINA 4'.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 24.09.2013, waarbij hij besloot de nieuwe leden van de Beheerraad en van de Algemene vergadering van de vzw OLINA te benoemen; dat de installatie van de nieuwe Beheerraad en de Algemene Vergadering plaats had op 13.11.2013 en in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd werd op 02.01.2014;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege d.d. 18.12.2013, waarbij deze besloot zich principieel akkoord te verklaren met de bezetting van het kinderdagverblijf gelegen Gentsesteenweg 375 door de vzw OLINA;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege d.d. 26.02.2014, waarbij deze besloot zich principieel akkoord te verklaren met de bezetting van het kinderdagverblijf gelegen Jean Dubrucqlaan 224-226 door de vzw OLINA;

Overwegende dat dit het aantal opvangmilieus/kinderdagverblijven die door de vzw OLINA zullen beheerd worden op 4 brengt; dat het totaal aantal opvangplaatsen dan naar 118 plaatsen gaat; dat het totaal van de gemeentelijke toelagen, voor deze 4 kinderdagverblijven, een jaarlijks bedrag is van 196.000 €, hetzij een bedrag van 1.661,0169 € per opvangplaats per jaar;

Overwegende dat momenteel de kosten in een gemeentelijk kinderdagverblijf ten laste van de gemeente per jaar per opvangplaats 8.000 € (afgerond bedrag) bedragen en dat het in beheer geven van deze vier kinderdagverblijven aan de vzw Olina dus een aanzienlijke besparing vormt;

Overwegende dat er werkingsovereenkomsten dienen opgesteld te worden betreffende de kinderdagverblijven gelegen Gentsesteenweg 375, genaamd 'Olina3', evenals Jean Dubrucqlaan 224-226, genaamd 'Olina4', die de verplichtingen van zowel de vzw Olina als van de Gemeente vastleggen;

Gelet op de ontwerpen van werkingsovereenkomsten in bijlage;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

de termen goed te keuren van de werkingsovereenkomsten in bijlage, betreffende de uitbating van de kinderdagverblijven 'Olina3' voor 48 kinderen, gelegen Gentsesteenweg 375 en 'Olina4', gelegen Jean Dubrucqlaan 224-226, door de vzw Olina.

Een kopie van de huidige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Dienst Boekhouding (B6) en aan de Gemeentekas (B4).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
39 stemmers : 26 positieve stemmen, 13 onthoudingen.



Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting  
Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting  
Luc Léonard entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.03.2014/A/0005# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Plan d'action jeunesse 2013-2018.**

LE CONSEIL,

Vu la note « Plan d'action Jeunesse » 2013-2018 ci-jointe qui vous sera présentée en cette séance par Madame Sarah Turine;  
Considérant que Madame Sarah Turine a présenté la note «Plan d'action Jeunesse» 2013-2018 au secteur de la jeunesse lors de la plénière du 11 mars 2014;

DECIDE :

Article unique :  
d'approuver la note «Plan d'action Jeunesse» 2013-2018 de Madame Sarah Turine;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 27 votes positifs, 13 abstentions.

---

**Jeugdactieplan 2013-2018.**

DE RAAD,

Gelet op de nota «Jeugdactieplan» 2013-2018, dewelke u in zitting door Mevrouw Sarah Turine zal worden voorgesteld;  
Overwegende dat Mevrouw Sarah Turine de nota «Jeugdactieplan» 2013-2018 reeds voorlegde aan de jeugdsector en dit tijdens de plenaire vergadering van 11 maart 2014;

BESLUIT :

Enig artikel :

de nota «Jeugdactieplan» 2013-2018, opgesteld door Mevrouw Sarah Turine, goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 27 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

---

#012/26.03.2014/A/0006# **C.L.E.S. Gestion Administrative - CBSU Administratief Beheer**  
**CLES - Contrat communal de Cohésion sociale 2011- 2015 - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Cocof du 13/05/2004 relatif à la Cohésion sociale et l'Arrêté 2005/504 de la Cocof du 10/11/2005 prévoyant les modalités de modification et de contractualisation des conventions spécifiques ;

Vu le contrat communal de Cohésion sociale 2011-2015 et les conventions entre les associations, la commune et la Cocof approuvés par le Conseil communal en sa séance du 27 janvier 2011 ;

Vu la convention entre l'asbl Maison d'Entraide pour le Développement Social (MEDES), la commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Collège de la Cocof, représenté par ses services ;

Vu le courrier de la Cocof du 26 mars 2013 relatif à la réunion d'inspection du 15 mars 2013 ;

Considérant les évaluations négatives actées dans les procès verbaux des visites organisées par la coordinatrice du programme de Cohésion sociale à Molenbeek, accompagnée par un gestionnaire de la Cocof, les 15/03/2013, 7/05/2013, 12/08/2013, 10/10/2013 et 04/11/2013 ;

Considérant la convocation à la réunion d'évaluation du 20 décembre 2013 de la Cocof ayant pour objet de justifier l'arrêt complet du projet de MEDES ;

Considérant le vote, prévu par le décret de la Cocof, au cours de la Concertation locale tenue le 21 janvier 2014 conformément au Règlement d'Ordre Intérieur ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la proposition d'arrêt du projet de l'asbl MEDES en Cohésion

sociale.

Une copie de la délibération du Conseil communal sera envoyée à Monsieur Rudi Vervoort, Ministre et membre du Collège de la Cocof chargé de la Cohésion Sociale et à l'Administration Générale de la Cocof - Service Cohésion Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 26 votes positifs, 14 abstentions.

---

### **CBSU - Gemeentelijk contract van Sociale cohesie 2011-2015 - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 13 mei 2004 van de COCOF betreffende de Sociale Cohesie en zijn toepassingsbesluit 2005/504 van 10 november 2005 dat de modaliteiten voor wijziging en tijdelijke aanstelling van specifieke overeenkomsten voorziet;

Gelet op het gemeentelijke contract van Sociale cohesie 2011 – 2015 en de overeenkomsten tussen de verenigingen goedgekeurd door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 27 januari 2011;

Gelet op de overeenkomst tussen de vzw “Maison d’Entraide pour le Développement Social (MEDES)”, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het College van de Cocof, vertegenwoordigd door zijn diensten;

Gelet op het schrijven van de Cocof van 26 maart 2013 betreffende de inspectievergadering van 15 maart 2013;

Overwegende de negatieve evaluaties waarvan akte werd genomen in de verslagen van de bezoeken, georganiseerd door de coördinator van het programma van Sociale cohesie in Molenbeek in aanwezigheid van een beheerder van de Cocof op 15/03/2013, 07/05/2013, 12/08/2013, 10/10/2013 en 04/11/2013;

Overwegende de convocatie op een evaluatievergadering op 20 december 2013 van de Cocof met als doel het volledig stopzetten van het project MEDES;

Overwegende de stemming voorzien door het decreet van de Cocof tijdens het Lokaal overleg gehouden op 21 januari 2014 en in overeenstemming met het Huishoudelijk Reglement;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

Het voorstel tot het stopzetten van het project van de vzw MEDES in het kader van de Sociale cohesie goed te keuren.

Een kopie van de beraadslaging van de Gemeenteraad zal opgestuurd worden naar Dhr Rudi Vervoort, Minister en lid van het College van de Cocof belast met de Sociale cohesie en aan de Algemene administratie van de Cocof – Dienst Sociale cohesie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 26 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

---

#012/26.03.2014/A/0007# **GRH - HRM**

**Personnel communal - Grade légal de Gestionnaire des Ressources Humaines.**

LE CONSEIL,

Considérant que chaque commune doit disposer d'un gestionnaire des ressources humaines.

Considérant que le gestionnaire des ressources humaines est chargé, sous l'autorité hiérarchique directe du secrétaire communal, de la mise en oeuvre de la politique communale en ce qui concerne :

- 1° l'organisation des procédures de recrutement et de promotion du personnel, ainsi que des examens,
- 2° l'évaluation du personnel;
- 3° le développement d'une politique de formation du personnel;
- 4° le développement d'un esprit d'équipe au sein du personnel;
- 5° le management du personnel;
- 6° la rédaction d'un rapport annuel à l'attention du conseil communal sur la gestion des ressources humaines dans la commune ;

Vu sa délibération du 17.12.2013, par laquelle le Conseil communal décide de créer la fonction de gestionnaire des ressources humaines (niveau A7) au sein de l'administration communale et de fixer les conditions de recrutement et de promotion à ladite fonction:

Considérant que la fonction de gestionnaire des ressources humaines est actuellement vacante au sein de l'administration communale;

Considérant que lors de la vacance de l'emploi de gestionnaire des ressources humaines, il appartient au Conseil communal de déterminer si le gestionnaire sera nommé, soit par promotion, soit par recrutement;

Considérant que le gestionnaire des ressources humaines est nommé par le conseil communal aux conditions fixées conformément à l'article 145 de la NLC dans les six mois de la vacance de l'emploi ;

DECIDE :

Article unique :

De pouvoir au poste de Gestionnaire des ressources humaines par voie de recrutement (appel public).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Gemeentepersoneel - Wettelijke graad van Human Resources Manager.**

DE RAAD,

Overwegende dat elke gemeente over een human resources manager dient te beschikken

Overwegende dat de human resources manager belast is, onder de directe hiërarchische autoriteit van de gemeentesecretaris, met het in voege stellen van de gemeentelijke politiek inzake :

1° de organisatie van de aanwervings- en bevorderingsprocedures van het personeel, evenals van de examens

2° de evaluatie van het personeel

3° de ontwikkeling van een vormingsbeleid van het personeel

4° de ontwikkeling van een groepsgeest binnen het personeel

5° management van het personeel

6° het opstellen van een jaarverslag ter attentie van de gemeenteraad over het human resources beheer in de gemeente

Gelet op de beraadslaging van 17.12.2013, waarbij de Gemeenteraad besloten heeft de functie van human resources manager niveau A7, op te richten binnen het gemeentebestuur en de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden voor deze functie vast te stellen

Overwegende dat de functie van human resources manager momenteel vacant is binnen het gemeentebestuur

Overwegende dat bij een vakante betrekking van human resources manager, het aan de Gemeenteraad toebehoort te bepalen of de manager zal benoemd worden, hetzij door bevordering, hetzij door aanwerving;

Overwegende dat de human resources manager benoemd wordt door de gemeenteraad onder de voorwaarden vastgesteld overeenkomstig art. 145 van de NGW binnen de zes maanden van het vacant verklaren van de betrekking;

BESLUIT :

Enig artikel :

Te voorzien in de functie van Human resources manager via aanwerving (openbare oproep).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0008# **GRH - HRM**

**Personnel communal - Grade légal de Receveur communal.**

LE CONSEIL,

Considérant que le Conseil communal en sa séance du 9 juillet 2013 a décidé de promouvoir Monsieur Gilbert HILDGEN, actuel Receveur communal, au grade de Secrétaire adjoint;

Vu les délibérations du Conseil communal du 17.12.2013 par laquelle il décide :

- de reporter la promotion de Monsieur Gilbert HILDGEN, au grade de Secrétaire adjoint, jusqu'à la désignation effective d'un nouveau receveur communal
- Que lors de la vacance de l'emploi de Receveur communal, le Collège échevinal propose au Conseil communal, que le poste de Receveur communal sera pourvu soit par nomination définitive soit par mandat de 8 ans selon les modalités prévues par la Nouvelle Loi Communale;
- d'appliquer les mêmes conditions d'accès, telles que fixées par le Conseil communal, aux postes de Secrétaire et Receveur communal statutaire et aux postes de Secrétaire et Receveur communal par mandat;
- de déclarer que la réserve de recrutement constituée en vertu du programme d'examen fixé par le Conseil communal, est commune au poste de Receveur communal statutaire et au poste Receveur communal par mandat ;
- d'abroger sa délibération du 8 mars 1990 relative aux conditions de recrutement et de promotion à la fonction de Receveur communal et de fixer les nouvelles conditions de recrutement et de promotion à la fonction de Receveur communal;

Considérant que lors de la vacance de l'emploi de receveur communal, le Collège échevinal propose au Conseil communal, que le receveur sera nommé, soit par promotion, soit par recrutement;

DECIDE :

Article unique :

De pourvoir au poste de Receveur communal par voie de recrutement (appel public) et par mandat de 8 ans selon les modalités prévues par la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

---

### **Gemeentepersoneel - Wettelijke graad van Gemeenteontvanger.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 17.12.2013, waarbij besloten werd :

De bevordering van de Heer Gilbert HILDGEN, tot de graad van adjunct Secretaris, over te brengen tot aan de effectieve aanstelling van een nieuwe gemeenteontvanger

Dat bij vakante betrekking van Gemeenteontvanger, het Schepencollege aan de Gemeenteraad voorstelt, dat in de post van Gemeenteontvanger voorzien zal worden hetzij door vaste benoeming hetzij door mandaat van 8 jaar volgens de schikkingen voorzien in de Nieuwe Gemeentewet;

Dezelfde toelatingsvoorwaarden toe te passen, zoals vastgesteld door de Gemeenteraad, voor de posten van statutair Secretaris en Ontvanger en Secretaris en Ontvanger per mandaat

Te verklaren dat de wervingsreserve, vastgesteld volgens het examenprogramma vastgesteld door de Gemeenteraad, dezelfde is voor de post van statutair Gemeenteontvanger of per mandaat

De beraadslaging van 8.03.1990 betreffende de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden voor de functie van Gemeenteontvanger af te schaffen en de desbetreffende nieuwe voorwaarden vast te stellen;

Overwegende dat bij vakante betrekking van gemeenteontvanger, het Schepencollege aan de Gemeenteraad voorstelt, dat de ontvanger benoemd zal worden, hetzij via bevordering, hetzij via aanwerving,

BESLUIT :

Enig artikel :

Te voorzien in de post van Gemeenteontvanger, via aanwerving (openbare oproep) en per mandaat van 8 jaar volgens de schikkingen voorzien door de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

**Fabrique d'église de la Résurrection: Budget 2014.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Fabrique d'église de la Résurrection nous a fait parvenir son budget pour l'exercice 2014 ;

Considérant que le montant que la fabrique d'église de la Résurrection a inscrit à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) est erroné, il est à supprimer ;

Considérant que suite à cette correction, il y a lieu d'inscrire 10.605,28 EUR à l'article 20 des recettes extraordinaires (excédent présumé de l'exercice courant) ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église doit inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 30.664,72 EUR au lieu de 51.740,04 EUR , suite aux corrections précédentes ;

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre les communes d'Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce budget se présente comme suit après corrections :

Recettes	56.300 EUR
Dépenses	56.300 EUR
Résultat	-

Considérant que la quote-part de Molenbeek s'élève à 30.664,72 EUR X 59,43 % = 18.224,04 EUR pour le subside ordinaire ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:



d'émettre un avis favorable sur le budget 2014 de la fabrique d'église de la Résurrection, moyennant corrections ;

### Article 2

d'accorder à la fabrique d'église de la Résurrection un subside ordinaire de 18.224,04 EUR pour l'exercice 2014 et d'engager cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2014 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Kerkfabriek van de Verrijzenis : Begroting 2014.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Kerkfabriek van de Verrijzenis ons haar begroting van het dienstjaar 2014 heeft laten worden ;  
Overwegende dat het bedrag dat de kerkfabriek van de Verrijzenis heeft ingeschreven op artikel 52 van de buitengewone uitgaven (vermoedelijk tekort van het lopend dienstjaar) foutief is, en geschrapt moet worden ;  
Overwegende dat ingevolge voorgaande correctie, op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopend dienstjaar), het bedrag van 10.605,28 EUR moet worden ingeschreven ;  
Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 30.664,72 EUR moet inschrijven i.p.v. 51.740,04 EUR, ingevolge de vorige verbeteringen;  
Overwegende dat de gevraagde toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek ;  
Overwegende dat de begroting zich als volgt voor doet, na verbetering :

Ontvangsten	56.300EUR
Uitgaven	56.300EUR
Resultaat	-

Overwegende dat het aandeel van de gemeente 30.664,72 EUR X 59,43 % = 18.224,04 EUR bedraagt voor de gewone toelage ;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;  
Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1

een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2014 van de kerkfabriek van de Verrijzenis, mits verbeteringen ;

Artikel 2

aan de kerkfabriek van de Verrijzenis een gewone toelage van 18.224,04 EUR toe te kennen voor het dienstjaar 2014 en deze uitgave aan te wenden op het artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014 ;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0010# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**  
**Rue Tazieaux, 45 - Occupation par la section molenbeekoise de la Croix-Rouge d'une partie de l'équipement collectif réalisé dans le cadre du contrat de quartier Crystal-Etangs Noirs et du programme Politique des Grandes Villes**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un équipement collectif réalisé dans le cadre du contrat de quartier Crystal-Etangs Noirs et parachevé dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes à l'angle des rue Tazieaux et de Berchem est libre d'occupation;

Considérant que la section molenbeekoise de la Croix- Rouge souhaite occuper une partie des locaux disponibles du rez-de-chaussée en vue d'y tenir des permanences « Croix-Rouge » et des cours de secourisme ;

Considérant que la Croix-Rouge occupe gratuitement actuellement un local communal sis place Communale, 29-30 devant être libéré afin d'y effectuer des travaux ;

Considérant que la gratuité avait été accordé parce que la Croix-Rouge applique à la Commune des tarifs préférentiels lors d'évènements organisés par la Commune ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la section molenbeekoise de la Croix-Rouge pour une durée limitée de 9 ans ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 9 ans, par la section molenbeekoise de la Croix-Rouge, d'une partie de l'équipement collectif réalisé dans le cadre du contrat de quartier Crystal-Etangs Noirs et parachevé dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes sis rue Tazieaux, 45;

Article 2:

D'approuver la gratuité de l'occupation assortie de 150,00 EUR en guise de forfait mensuelle pour les charges locatives.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 28 votes positifs, 12 abstentions.

---

**Tazieauxstraat 45 - Bezetting door de Molenbeekse afdeling van het Rode Kruis van een gedeelte van de collectieve uitrusting uitgevoerd in het kader van het wijkcontract Crystal-Zwarte Vijvers en het Programma Grootstedenbeleid.**

DE RAAD,

Overwegende dat een collectief uitrusting uitgevoerd werd in het kader van het wijkcontract Crystal-Zwarte Vijvers en afgewerkt in het kader van het Programma Grootstedenbeleid op de hoek van de Tazieaux- en de Berchemstraat;

Overwegende dat de Molenbeekse afdeling van het Rode Kruis een deel van de beschikbare ruimte op de begane grond wenst te gebruiken om er permanenties van het "Rode Kruis" en EHBO-cursussen te houden;

Overwegende dat het Rode Kruis momenteel gratis een gemeentelijke site gebruikt, gelegen op het gemeenteplein 29-30, die vrijgemaakt moet worden om er werken uit te voeren;

Overwegende dat het gratis gebruik werd verleend, omdat het Rode Kruis preferentiële tarieven toepast op door de gemeente georganiseerde evenementen;

Overwegende dat er daarom een gebruiksovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de Molenbeekse afdeling van het Rode Kruis voor een beperkte duur van 9 jaar;  
Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

#### B E S L U I T:

##### Artikel 1:

Het ontwerp van overeenkomst tot bezetting, voor een duur van 9 jaar, door de Molenbeekse afdeling van het Rode Kruis van een gedeelte van de collectieve uitrusting uitgevoerd in het kader van het wijkcontract Crystal-Zwarte Vijvers en afgewerkt in het kader van het Programma Grootstedenbeleid, gelegen in de Tazieauxstraat n°45, goed te keuren;

##### Artikel 2:

Goed te keuren dat het gebruik gratis is maar met een forfaitair bedrag voor de lasten die 150,00 EUR per maand bedraagt.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 28 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

---

#012/26.03.2014/A/0011# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**  
**Propriété communale sise place Communale, 28 - Convention d'occupation précaire des 2ème et 3ème étages.**

LE CONSEIL,

Considérant la demande d'utilisation des locaux des 2ème et 3ème étages du bâtiment communal sis place Communale, 28 cadastré 337x3 , 2ème division section B ;

Considérant que le demandeur souhaite utiliser les locaux pour y installer son bureau de chantier dans le cadre de la construction d'un immeuble mixte de logements, d'équipements et commerces à l'angle de la chaussée de Gand et la rue du Comte de Flandre dans le cadre du Contrat de quartier Cinéma Belle-vue ;

Considérant que s'agissant d'un chantier communal, cette occupation se fera à titre gratuit ;

Prend connaissance du projet de convention d'occupation précaire ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E :**

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire des locaux des 2ème et 3ème étages de la propriété communale sise sis place Communale, 28 cadastré 337x3, 2ème division, section B afin d'y installer le bureau de chantier durant la construction d'un immeuble mixte de logements, d'équipements et commerces à l'angle de la chaussée de Gand et la rue du Comte de Flandre dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma Belle-vue ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Gemeentelijk eigendom gelegen Gemeenteplaats, 28 -  
Bruikleenovereenkomst van de tweede en derde verdieping.**

DE RAAD,

Gelet op de vraag voor het gebruik van de lokalen van de tweede en de derde verdieping van het gemeentelijke gebouw gelegen Gemeenteplaats 28 gekadastraerd 337x3, 2e afdeling sectie B ;

Overwegende dat de aanvrager de lokelen gelegen op de tweede en de derde verdieping wenst te gebruiken om er zijn kantoor voor de werf te installeren in het kader van de bouw van een gemengd gebouw met woningen, uitrustingen

en handelszaken op de hoek van Steenweg op Gent en Graaf van Vlaanderenstraat in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue;  
Overwegende dat dit gebruik gratis zal zijn omdat het om een gemeentelijke werf gaat ;  
Neemt kennis van het ontwerp van bruikleenovereenkomst;  
Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd is aan de dienst Juridische Zaken;  
Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

## B E S L U I T :

### Artikel 1 :

Het ontwerp van bruikleenovereenkomst van de lokalen van de tweede en de derde verdieping van de gemeentelijke eigendom gelegen Gemeenteplaats 28 gekadastraerd 337x3, 2e afdeling sectie B goed te keuren om er het kantoor voor de werf te installeren in het kader van de bouw van een gemengd gebouw met woningen, uitrustingen en handelszaken op de hoek Steenweg op Gent en Graaf van Vlaanderenstraat in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue;

### Artikel 2 :

Het gratis karakter van het gebruik goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0012# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Chaussée de Gand, 375 – Equipement collectif réalisé dans le cadre du Contrat de quartier « Rives-Ouest » et du Programme Politique des Grandes Villes - Occupation des locaux destinés à accueillir une crèche par l'ASBL OLINA**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un équipement collectif a été réalisé dans le cadre du contrat de quartier "Rives-Ouest" et parachevé dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes à la chaussée de Gand, 375;

Considérant que le bien comprend désormais des logements communaux, des locaux destinés à accueillir une crèche ;  
Considérant que l'ASBL OLINA désire occuper la crèche dont les locaux sont situés au rez-de-chaussée ainsi que le jardin ;  
Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Olina pour une durée limitée de 9 ans avec possibilité de reconductions tacites par période de 3 ans ;  
Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation ;  
Considérant que la gratuité est accordé parce que l'ASBL Olina prend en charge les frais d'aménagement estimé a +/- 60.000 EUR et qu'elle ne demandera aucun subside communal ;  
Considérant que les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité seront repris au nom de l'ASBL Olina ;  
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée limitée de 9 ans avec possibilité de reconductions tacites par période de 3 ans par l'ASBL Olina des locaux destinés à accueillir une crèche situés au rez-de-chaussée dans le bâtiment communal chaussé de Gand, 375 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation ;

Article 3 :

D'approuver la reprise des compteurs d'eau, d'électricité et de gaz au nom de l'ASBL Olina.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 28 votes positifs, 12 abstentions.

---

**Steenweg op Gent, 375 - Collectieve uitrusting uitgevoerd in het kader van het wijkcontract "Rives-Ouest" en het Programma Grootstedenbeleid - Gebruik van de lokalen bestemd om een kinderdagverblijf van VZW Olina te ontvangen.**

DE RAAD,

Overwegende dat een collectieve uitrusting uitgevoerd werd in het kader van het wijkcontract “Rives-Ouest” en afgewerkt in het kader van het Programma Grootstedenbeleid op de Gentssteenweg, 375;

Overwegende dat het goed sindsdien gemeentelijke woningen bevat en lokalen bestemd om een kinderdagverblijf te ontvangen;

Overwegende dat de VZW Olina er het kinderdagverblijf, waarvan de lokalen op het gelijkvloers zijn gelegen, en de tuin wenst te gebruiken;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW OLINA voor een beperkte duur van 9 jaar met de mogelijkheid van de stilzwijgende verlenging met periode van 3 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het gebruik gratis is;

Overwegende dat het gratis gebruik wordt verleend omdat de VZW Olina de kosten van aanleg ten laste zal nemen, geschat op + / - 60.000 euro en het geen gemeentelijke subsidies zal vragen;

Overwegende dat de water-, elektriciteits- en gasmeters door de VZW Olina overgenomen zullen worden;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

#### B E S L U I T:

##### Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de VZW OLINA van de lokalen die bestemd zijn voor het herbergen van een kinderdagverblijf, gelegen op het gelijkvloers in het gemeentelijke gebouw gelegen in de steenweg op Gent, 375, voor een beperkte duur van 9 jaar met de mogelijkheid van een stilzwijgende verlenging met periode van 3 jaar, goed te keuren ;

##### Artikel 2 :

Het gratis gebruik goed te keuren ;

##### Artikel 3 :

Het overnemen van de water-, elektriciteits- en gasmeters door de VZW Olina goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 28 positieve stemmen, 12 onthoudingen.



---

#012/26.03.2014/A/0013# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -  
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, plus particulièrement l'article 234 alinéa 3;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Est informé de la décision du Collège suivante:

**Séance du 26/02/2014 : Projets Subsidiés : Contrat de quartier durable  
Autour de Léopold II- Marché de travaux – Démolition d'un bâtiment  
situé Quai des Charbonnages 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean –  
Procédure négociée sans publicité – dossier d'exécution**

Marché de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de **40.000,00 € TVAC** - projet relatif à la démolition du bâtiment situé quai des Charbonnages n° 86 à Molenbeek-Saint-Jean - Article budgétaire : 9301/731/60 - Budget extraordinaire 2014 - dépenses couvertes par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et le solde par des fonds d'emprunt;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten -  
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en  
Schepenen.**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3;  
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, §1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissing van het College:

**Zitting van 26/02/2014 : Gesubsidieerde projecten: Duurzaam**

**wijkcontract Rond Leopold II - werkenopdracht - Sloop van een huis  
gelegen Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek -**

**Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – uitvoeringsdossier**

Werkenopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking –  
raming van de uitgave **40.000,00 € btw incl** – project voor de sloop van een  
gebouw gelegen Koolmijnenkaai 86, 1080 Sint-Jans-Molenbeek –  
Begrotingsartikel 9301/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 -  
uitgave gedekt door de in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond  
Leopold II toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden.

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0014# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Autour de Léopold - Marché de travaux - Rénovation  
Infrastructure bld. Léopold II 170 - Procédure négociée directe avec  
publicité - dossier d'exécution.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2011 notifiant à la Commune l'octroi d'un contrat de quartier durable dénommé « Autour de Léopold II » ;

Vu le dossier de base du contrat de quartier dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations MO.1a, MO.1b et MO.1b' ;

Considérant que ces opérations comprennent la rénovation du bâtiment situé boulevard Léopold II n°170 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean en vue d'y installer une infrastructure qui accueillera des asbl au sein d'un Pôle Jeunesse ;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31 juillet 2013

décidant entre autres, sur base du rapport d'analyse des offres, de désigner et de passer commande pour la mission d'auteur de projet relative à la rénovation du bâtiment situé boulevard Léopold II n°170 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean le bureau O2-architectes, rue de la Victoire 36, 1060 Bruxelles selon son offre du 21 janvier 2013 pour un montant de 49.404,30€ TVAC ;

Considérant que la dépense relative à la rénovation est estimée à 352.116,76 euros HTVA et 426.061,28 TVAC ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitales du 13 juillet 2007 concernant la circulaire du 02 août 2006 demandant de tenir compte lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public des conséquences des clauses contractuelles du cahier spécial des charges telles que la révision des prix ou les quantités présumées;

Considérant que le montant de cette marge peut être fixé à +/- 20 % du montant de l'estimation;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 sous réserve d'approbation de celui-ci par les autorités de tutelle ;

Prend connaissance du dossier d'exécution comprenant le cahier spécial des charges, plans et métrés, établi en vue de la réalisation desdits travaux ;

Considérant que le marché peut être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1°, d de la Loi du 15 juin 2006 ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De prendre connaissance et d'approuver le dossier d'exécution comprenant le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis en vue de la rénovation

de l'immeuble, sis boulevard Léopold II n°170 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean en vue d'accueillir des asbl au sein d'un Pôle Jeunesse

Article 2 :

D'approuver la dépense globale pour cette opération estimée à 426.061,28 euros TVAC ;

Article 3 :

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité ;

Article 4 :

D'engager un montant de 500.000,00 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 sous réserve d'approbation de celui-ci par les autorités de tutelle et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et le solde par des fonds d'emprunt.

Une copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B4 et B6 et aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Wijkcontract Rond Leopold - Opdracht van werken - Renovatie  
infrastructuur Léopold II-laan - vereenvoudigde  
onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Uitvoeringsdossier.**

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en het uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 over de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op het schrijven van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – van 23 december 2011 houdende kennisgeving aan de Gemeente van de toekenning van een duurzaam wijkcontract, « Rond Leopold II » genoemd ;

Gezien het basisdossier over het wijkcontract, waarin MO.1a, MO.1b en MO.1b' opgegeven zijn als prioritaire operaties ;

Overwegende dat deze operaties de renovatie omvatten van het gebouw dat zich bevindt aan de Leopold II-laan (nr.170) te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, met het oog op het realiseren van een infrastructuur, waarin v.z.w. zullen worden gehuisvest, binnen een Pool Jeugd ;

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 31 juli 2013, tijdens dewelke onder andere, op basis van het analyseverslag van de offertes, werd besloten een projectontwerper aan te duiden, en een order te plaatsen voor deze opdracht, voor de renovatie van het gebouw gelegen aan de

Leopold II-laan (nr.170) te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, bij het architectenbureau O2, Overwinningsstraat 36, 1060 Brussel, volgens de offerte van 21 januari 2013, voor een bedrag van 49.404,30 EUR, inclusief BTW ;  
Overwegende dat de uitgave voor de renovatie wordt geraamd op 352.116,76 EUR, exclusief BTW en 426.061,28 EUR, inclusief BTW;  
Gelet op het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 juli 2007 betreffende het rondschriven van 02 augustus 2006, waarin werd gevraagd om bij het doen van de uitgave voor de gunning van een overheidsopdracht rekening te houden met de gevolgen van de contractuele clausules van het bijzonder bestek, zoals de prijsherziening of de vermoedelijke hoeveelheden;  
Overwegende dat het bedrag van deze marge kan worden vastgesteld op +/- 20 % van het geraamd bedrag;  
Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn onder artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014, onder voorbehoud van goedkeuring van deze laatste door de voorgdijoverheid ;  
Neemt kennis van het uitvoeringsdossier, waarin het bijzonder bestek, de plannen en opmetingsstaten opgenomen zijn, die opgemaakt zijn met het oog op de realisatie van de genoemde werken ;  
Overwegende dat de overheidsopdracht kan worden gegund via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking, conform artikel 26, § 2, 1°, d van de Wet van 15 juni 2006 ;

## BESLUIT :

### Artikel 1 :

kennis te nemen van het uitvoeringsdossier, waarin het bijzonder bestek, de plannen en de opmetingsstaten opgenomen zijn, die opgemaakt zijn met het oog op de renovatie van het gebouw, gelegen aan de Leopold II-laan (nr. 170) te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, en dit goed te keuren, met het oog op het verwelkomen van de v.z.w. binnen een Pool Jeugd

### Artikel 2 :

de globale uitgave voor deze operation goed te keuren, die geraamd is op 426.061,28 euro, inclusief BTW ;

### Artikel 3 :

gebruik te maken van de onderhandelingsprocedure met bekendmaking ;

### Artikel 4 :

een bedrag van 500.000,00 euro te boeken onder artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het boekjaar 2014, onder voorbehoud van goedkeuring van deze laatste door de voorgdijoverheid, en deze uitgave te dekken met de subsidies die toegekend zijn in het kader van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II », en het saldo met geleende fondsen.  
Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B4 en B6, en de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0015# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » (CQ & Beliris) -  
Marché de services - Mission complète d'auteur de projet – Opération 2.3,  
2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis  
Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, réalisation et mise en œuvre du plan  
lumière sur l'axe Ribaucourt et étude de faisabilité pour l'amélioration des  
traversées des axes régionaux à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Avis de  
marché, mode de passation, engagement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la délibération du conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean en date du 25 octobre 2012 relative au programme de revitalisation urbaine « Autour de Léopold II » ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Considérant que la commune a décidé de faire réaliser des travaux d'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, de faire réaliser et de mettre en œuvre un plan lumière sur l'axe Ribaucourt et de faire une étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux dans le cadre du Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un architecte-auteur de projet pour les missions reprises ci-dessus ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de services afférent à une mission d'étude architecturale, urbanistique et paysagère y compris la mission de géomètre, d'ingénieur en stabilité et d'ingénieur en techniques spéciales, et la mission de

conseiller énergie ;

Considérant que le présent marché est fractionné en 2 tranches:

Tranche 1 ferme :

- Aménagement de la rue de Ribaucourt :

-aménagement de façade à façade du tronçon rue du Jardinier – rue Adolphe Lavallée (opération 2.3/RI.2a) ;

-aménagement de façade à façade du tronçon boulevard Léopold II – rue de l'Intendant (opération 2.4/RI.2b);

-aménagement ponctuel du tronçon rue de l'Intendant – rue Picard (opération 2.5/RI.2c) ;

- Réalisation et mise en œuvre du plan lumière de l'axe Ribaucourt (opération 2.7/RI.2e) ;

- Réalisation d'une étude de faisabilité qui devra définir les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les traversées des axes régionaux (boulevard Léopold II et rue Picard) (op.2.6/RI.2d) ;

Tranche 2 conditionnelle :

- Aménagement de la rue de Ribaucourt :

- aménagement ponctuel du tronçon parvis Saint-Jean-Baptiste – rue du Jardinier ;

- aménagement ponctuel du tronçon rue Adolphe Lavallée – boulevard Léopold II ;

Considérant que l'exécution de la tranche conditionnelle du marché est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, à savoir l'approbation du conseil communal et de la tutelle générale (APL) sur la première modification du budget communal 2014, dûment notifiée à l'adjudicataire dans les conditions fixées par le présent marché dans les 45 jours suivant la décision de la tutelle générale sur la première modification du budget communal 2014 ;

Considérant que le montant estimé des honoraires pour la tranche 1 ferme est de 107.536,11 € hors TVA, soit 130.118,70€ TVA comprise ;

Considérant que le montant estimé des honoraires pour la tranche 2 conditionnelle est de 8.050,00 € hors TVA, soit de 9.740,50 € TVA comprise ;

Considérant que le marché est soumis à la publicité belge ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours sous réserve de l'approbation du Budget Communal par les autorités de Tutelle;

Considérant que le contrat de quartier durable finance partiellement la tranche 1 ferme, que Beliris finance partiellement la tranche 1 ferme, que la tranche 2 conditionnelle est à charge complète de la commune sur fonds d'emprunt ;

Considérant que les dispositions de l'article 26 §2, 3° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés de services autorisent les pouvoirs adjudicateurs à recourir à la procédure négociée directe avec publicité lorsque « la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre la passation du marché par procédure ouverte ou restreinte »;

Considérant en effet que, compte tenu du résultat à atteindre, à savoir l'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, la réalisation et la mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et l'étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux, la division des projets subsidiés est dans l'incapacité d'établir des clauses contractuelles techniques avec une précision suffisante pour permettre l'attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offre ;

Considérant en outre que la mission de service comprend une grande partie de prestations intellectuelles qui ne sont pas mesurables ;

Considérant que conformément à l'article 105 §2, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n'atteignent pas les seuils européens ;

Considérant que le montant estimé du marché est inférieur aux seuils européens, soit 115.586,11 € hors TVA ;

Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément aux articles 26, §2, 1°, d) et 26, §2,3° de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que le présent marché vise à désigner un prestataire de services à qui sera confié l'élaboration du projet;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les critères de sélection qualitative ont été choisis pour s'assurer de la capacité technique des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de se voir inviter à déposer une offre ;

Considérant que le nombre envisagé de candidats invités à soumissionner sur base de leur dossier de candidature est de minimum 3 et maximum 5 ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 1.600,00 € hors tva (1.936,00 € tva comprise) sera attribuée aux candidats invités mais non retenus ayant remis une offre complète;

Prend connaissance de l'avis de marché relatif au marché de service rédigé par la division des Projets subsidiés;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission d'architecte - auteur de projet pour l'opération 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, réalisation et mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux ;

Article 2 :

D'approuver la dépense pour les honoraires de la tranche 1 et 2 estimés à 115.586,11 € hors TVA, soit 139.859,20 € TVA comprise ainsi que la dépense pour les candidats invités à introduire une offre mais non retenus, soit 7.744,00 € TVA comprise (1.936,00 € TVA comprise/candidat);

Article 3 :



D'engager un montant de 167.800,00 € à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours sous réserve de l'approbation du Budget Communal par les autorités de Tutelle, de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II (tranche 1 ferme ), par Beliris (tranche 1 ferme) et la tranche 2 conditionnelle par des fonds d'emprunt ;

Article 4 :

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité belge.

La présente délibération sera transmise in extenso à la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » (WC en Beliris) - Opdracht voor diensten – Volledige opdracht van projectontwerper – Ingrep 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Heraanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de as Ribaucourt en de haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, inschrijving van de uitgave**

DE RAAD,

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de organieke ordonnantie voor de stadsherwaardering van 28 januari 2010 en het uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 25 oktober 2012 betreffende het programma voor de stedelijke herwaardering « Rond Leopold II » ;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » definitief heeft goedgekeurd ;

Gezien het schrijven van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 waarmee aan de gemeente de goedkeuring werd betekend van het basisprogramma voor het duurzaam wijkcontract, genaamd « Rond Leopold II » ;

Overwegende dat de gemeente het besluit nam werken uit te laten voeren in het kader van de heraanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, een verlichtingsplan op te laten stellen en uit te laten voeren voor de as Ribaucourt en een haalbaarheidsstudie te bestellen om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren in het kader van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » te Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat er een architect-projectontwerper moet worden aangewezen voor de hierboven vermelde opdrachten ;

Overwegende dat het gaat om een opdracht voor diensten die betrekking heeft op een architectuur-, stedenbouwkundige en landschapsstudie, met inbegrip van de opdracht van landmeter, ingenieur stabiliteit en ingenieur speciale technieken en van de opdracht van energieadviseur ;

Overwegende dat de onderhavige opdracht wordt verdeeld in 2 gedeelten :

Gedeelte nr.1 (vast)

- Heraanleg van de Ribaucourtstraat :
- heraanleg van gevel tot gevel van het straatgedeelte Hovenierstraat – Adolphe Lavalléestraat (op. 2.3/RI.2a);
- heraanleg van gevel tot gevel van het straatgedeelte Leopold II-laan – Opzichterstraat (op. 2.4/RI.2b);
- punctuele inrichting van het straatgedeelte Opzichterstraat – Picardstraat (op.2.5/RI.2c) ;
- Realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan van de as Ribaucourt (op.2.7/RI.2e) ;
- Realisatie van een haalbaarheidsstudie die de te bereiken doelstellingen en de nodige middelen om het doorkruisen van de gewestelijke assen te verbeteren moet definiëren (Leopold II laan en Picardstraat) (op.2.6/RI.2d) ;

Voorwaardelijk gedeelte nr.2

- Heraanleg van de Ribaucourtstraat:
- punctuele inrichting van het stuk Sint-Jan-Baptistvoorplein – Hovenierstraat
- punctuele inrichting van het stuk Adolphe Lavalléestraat – Leopold II-laan

Overwegende dat de uitvoering van het voorwaardelijk gedeelte onderworpen is aan een beslissing van de aanbestedende overheid, namelijk de goedkeuring van de Gemeenteraad en de algemene voogdijoverheid (BPB) van de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2014, betekend aan de aannemer

volgens de voorwaarden vastgelegd door de huidige opdracht binnen 45 dagen na de beslissing van de algemene voogdijoverheid betreffende de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2014 ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de honoraria voor het vast gedeelte nr.1 107.536,11 ,00 EUR btw excl. bedraagt, hetzij 130.118,70 EUR btw incl. ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de honoraria voor het voorwaardelijk gedeelte nr 2 8.050,00, EUR btw excl. bedraagt, hetzij 9.740,50 EUR btw incl. ;

Overwegende dat de overheidsopdracht is onderworpen aan de Belgische bekendmaking ;

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria voorzien zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar onder voorwaarde van de goedkeuring van de gemeentebegroting door de toezichthoudende overheden ;

Overwegende dat het duurzaam wijkcontract gedeeltelijk het vast gedeelte nr.1 financiert, dat Beliris gedeeltelijk het vast gedeelte nr. 1 financiert, dat het voorwaardelijk gedeelte nr. 2 helemaal voor eigen rekening van de gemeente is via leningsgelden ;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 26 §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de dienstenopdrachten de aanbestedende overheden machtigen om over te gaan tot de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking wanneer « de te leveren prestatie zodanig van aard is dat de preciseringen van de opdracht niet met voldoende nauwkeurigheid kunnen worden vastgelegd om de plaatsing mogelijk te maken via een open of beperkte procedure ;

Overwegende inderdaad dat, rekening houdend met het te bereiken resultaat, namelijk de heraanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, de realisatie en uitvoering van een verlichtingsplan op de as Ribaucourt en de haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren, de afdeling gesubsidieerde projecten geen technische contractuele clausules met voldoende precisie kan vastleggen om de gunning mogelijk te maken volgens de procedure van een aanbesteding of offerteaanvraag ;

Overwegende dat de dienstenopdracht bovendien een groot gedeelte intellectuele prestaties bevat die niet kunnen worden gemeten ;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 105 §2, 2° van het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking wordt toegestaan voor opdrachten van leveringen en diensten onder de Europese drempels;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht onder de Europese drempel ligt met name 115.586,11 € btw excl.;

Overwegende dat de opdracht bijgevolg kan worden gegund bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, §2, 1°, d) en 26, §2,3° van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat deze opdracht gericht is op de aanduiding van een dienstverlener waaraan de uitwerking van het project zal worden

toevertrouwd;

Overwegende dat deze opdracht zal worden bekendgemaakt in het Bulletin der aanbestedingen ;

Overwegende dat de kwalitatieve selectiecriteria gekozen werden om zich te verzekeren van de technische bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk aan een zo groot mogelijk aantal kandidaten toe te laten om zich te laten uitnodigen om een offerte in te dienen :

Overwegende dat het beoogde aantal uitgenodigde kandidaten om in te schrijven op basis van hun kandidatuur dossier minimum 3 en maximum 5 bedraagt ;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 1.600,00 EUR btw excl. (1.936,00 EUR btw incl.) zal worden toegekend aan de kandidaten die werden uitgenodigd om een offerte in te dienen, die een volledige offerte hebben ingediend, maar die niet weerhouden zijn;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht met betrekking tot de door de afdeling Gesubsidieerde projecten opgestelde dienstenopdracht ;

**BESLUIT:**

Artikel 1 :

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor de aanduiding van een architect – projectontwerper voor ingreep 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Heraanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de as Ribaucourt en haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren;

Artikel 2 :

De uitgave voor de honoraria voor de gedeelten 1 en 2, die geraamd zijn op 115.586,11 EUR btw excl., hetzij 139.859,20 EUR btw incl., alsook de uitgave voor de kandidaten die werden uitgenodigd om een offerte in te dienen maar niet weerhouden zijn, hetzij 7.744,00 EUR btw incl. (1.936,00 EUR btw incl /kandidaat), goed te keuren;

Artikel 3 :

Een bedrag van 167.800,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar, onder voorwaarde van de goedkeuring van de gemeentebegroting door de toezichhoudende overheden, de uitgave te dekken door de subsidies die zijn toegekend in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II (vast gedeelte nr.1) en van Beliris (vast gedeelte nr.1), en het voorwaardelijk gedeelte 2 door leningsgelden ;

Artikel 4 :

Over te gaan tot de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met Belgische bekendmaking.

Deze beraadslaging zal in extenso worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0016# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**FEDER - PGV - Contrat de Quartier « Cinéma-Bellevue » – Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles - Augmentation de l'engagement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 22 janvier 2009 portant décision entre autres :

- d'approuver le projet de cahier spécial des charges mission et honoraires à conclure avec un architecte auteur de projet pour l'opération « Réhabilitation partielle de l'ancien site industriel brasseries Bellevue & création de l'Espace Hôtelier Bellevue » ainsi que la dépense globale pour les honoraires d'architecte estimée à € 585.119,70 TVAC (montant arrondi) ;
- d'imputer un montant de € 645.000,00 à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2009, de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 19 novembre 2009 portant décision entre autres:

- d'approuver la dépense supplémentaire de € 90.000,00 pour les honoraires relatifs à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles ;
- de réserver un montant global de € 735.000,00 à l'article 9304/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunts ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 novembre 2009 désignant l'association momentanée « le bureau l'Escaut s.c.r.l (TVA BE 475.894.272 ), Rue de l'Escaut 60 à 1080 Bruxelles / Ms-a s.p.r.l (TVA BE 875.253.665), rue Antoine Dansaert, 206 à 1000 Bruxelles / Grontmij s.a, (TVA BE 423.285.828) » Frans Smolderstraat, 18 à 1932 Zaventem , pour un

montant total de € 584.082, 00 HTVA, soit € 706.739,22 TVAC se répartissant comme suit :

Tranche 1	€ 296.795,00 HTVA	€ 359.121,95 TVAC
Tranche 2	€ 216.678,00 HTVA	€ 262.180,38 TVAC
Tranche 3	€ 70.609,00 HTVA	€ 85.436,89 TVAC

Vu la lettre de commande du 1 février 2010 relative à la mission d'architecture pour l'opération « Réhabilitation partielle de l'ancien site industriel brasseries Bellevue & création de l'Espace Hôtelier Bellevue » ;

Considérant que seules les tranches 1 et 2 ont été commandées ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 20 février 2013 portant décision entre autres :

- d'accepter et d'approuver l'extension de la mission d'architecture relative à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel – Site des Brasseries Bellevue à l'Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles ;
- d'approuver la dépense supplémentaire estimée à 54.147,00 euros HTVA, soit 65.517,87 € TVAC et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu la lettre de commande du 6 mars 2013 relative à l'avenant 1 à la mission d'auteur de projet ;

Considérant que, suite à l'approbation de l'avenant 1 à la mission initiale, il y a lieu d'augmenter le montant engagé de 65.000,00 euros ;

Considérant d'une part la nécessité de protéger le passage entre la malterie et l'hôtel, actuellement ouvert, des intempéries ;

Considérant d'autre part les adaptations relatives aux techniques spéciales demandées suite à la désignation du candidat gestionnaire ;

Considérant qu'en fonction des travaux complémentaires, et en prévision de l'avenant à conclure entre la Commune et le bureau d'étude, il y a lieu d'augmenter le montant engagé de 45.000,00 euros ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9304/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014, sous réserve de l'approbation du Budget Communal par les autorités de Tutelle ;

Considérant qu'en vertu de l'art. 17 §2-1<sup>o</sup>f) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, l'extension de la mission peut être confiée à l'architecte désigné précédemment lorsque les travaux, fournitures ou services ne peuvent en raison de leur spécificité technique, artistique ou tenant à la protection des droits d'exclusivité, être confiés qu'à un entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services déterminé ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les articles 7 et 8 de l'A.R. du 26 septembre 1996 ;

DECIDE:

Article 1 :

d'accepter et d'approuver une augmentation du montant engagé de 110.000,00 euros englobant l'augmentation de tous les frais relatifs à l'extension de la mission d'architecture dans le cadre de la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles ;

Article 2:

d'engager un montant supplémentaire de 110.000,00 euros à l'article 9304/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014, sous réserve de l'approbation du Budget Communal par les autorités de Tutelle et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunts ;

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**EFRO - Grootstedenbeleid - Wijkcontract « Cinema-Bellevue » - Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site - Brouwerij Belvuesite - Hoek Henegouwenkaai 41 en 43 en Evariste Pierronstraat 1 te 1080 Brussel - Verhoging inschrijving van de uitgave.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 22 januari 2009 houdende beslissing om onder andere goed te keuren:

- het project van het bijzonder bestek opdracht en honoraria, af te sluiten met een architect-projectontwerper voor de ingreep "Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site brouwerij Bellevue & oprichting van het Hotelcentrum Bellevue" evenals de globale uitgave voor de architectenhonoraria geraamd op 585.119,70 € BTW inbegrepen (afgerond bedrag);

- een bedrag van 645.000,00 € aan te rekenen op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2009 onder voorbehoud van goedkeuring ervan door de voogdijoverheid, de uitgave te dekken door de subsidies toegekend in het kader van het EFRO 2013 Programma en het Grootstedenbeleid, en het saldo door leningsgelden;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 19 november 2009 houdende beslissing om onder andere goed te keuren:

- de bijkomende uitgave van 90.000,00 € voor de honoraria met betrekking tot de gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site - Brouwerij Bellevuesite aan de hoek van de Henegouwenkaai 41 en 43 met de Evariste Pierronstraat 1 te 1080 Brussel;
  - een globaal bedrag van 735.000,00 € in te schrijven op artikel 9304/731-60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en de uitgave te dekken met de subsidies toegekend in het kader van het EFRO 2013-Programma en het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;
- Gezien de beraadslaging van het College van 25 november 2009 houdende aanduiding van de tijdelijke vennootschap « le bureau l'Escaut s.c.r.l (BTW BE 475.894.272 ), Scheldestraat 60 te 1080 Brussel / Ms-a s.p.r.l (BTW BE 875.253.665), Antoine Dansaertstraat 206 te 1000 Brussel / Grontmij s.a, (BTW BE 423.285.828) » Frans Smolderstraat 18 te 1932 Zaventem, voor een totaalbedrag van 584.082,00 € BTW niet inbegrepen, hetzij 706.739,22 € BTW inbegrepen dat als volgt is opgedeeld:

Gedeelte 1	296.795,00 € BTW excl.	359.121, 95 € BTW incl.
Gedeelte 2	216.678,00 € BTW excl.	262.180,38 € BTW incl.
Gedeelte 3	70.609,00 € BTW excl.	85.436.89 € BTW incl.

Gezien de bestelbrief van 1 februari 2010 betreffende de architectuuropdracht voor de ingreep "Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site brouwerij Bellevue & oprichting van het Hotelcentrum Bellevue";

Overwegende dat enkel gedeelten 1 en 2 werden besteld;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 20 februari 2013 houdende beslissing om onder andere goed te keuren:

- de uitbreiding van de architectuuropdracht betreffende de herwaardering van een voormalige industriële site - Brouwerij Bellevuesite op de hoek van de Henegouwenkaai 41 en 43 met de Evariste Pierronstraat 1 te 1080 Brussel;
- de bijkomende uitgave geraamd op 54.147,00 euro BTW excl., oftewel 65.517,87 euro BTW incl. en de uitgave te dekken door subsidies die worden toegekend in het kader van het "EFRO 2013"-Programma en het Grootstedenbeleid, en het saldo door leningsgelden;

Gezien de bestelbrief van 6 maart 2013 betreffende bijakte 1 aan de architectuuropdracht;

Overwegende dat, ingevolge de goedkeuring van bijakte 1 aan de oorspronkelijke opdracht, het noodzakelijk is de ingeschreven uitgave te verhogen voor de architectuuropdracht met 65.000,00 euro;

Overwegende dat het enerzijds nodig is de momenteel nog niet beschermde passage tussen de mouterij en het hotel af te schermen voor slechte weersomstandigheden;

Overwegende dat anderzijds de kandidaat hoteluitbater, na zijn aanduiding, om wijzigingen heeft gevraagd wat de speciale technieken betreft;

Overwegende dat, in verband met deze bijkomende werken, en in het



voorzicht van een nog te onderhandelen bijakte tussen de gemeente en het architectenbureau, het nodig is de ingeschreven uitgave te verhogen met 45.000,00 euro;

Overwegende dat de benodigde kredieten werden ingeschreven op artikel 9304/731-60 van de buitengewone begroting van 2014, onder voorwaarde van de goedkeuring van de gemeentebegroting door de toezichhoudende overheden;

Overwegende dat, in overeenstemming met artikel 17 §2-1<sup>o</sup>f) van de Wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, de uitbreiding van een bijkomende opdracht kan worden toevertrouwd aan de voorheen aangeduide projectontwerper in het geval de werken, leveringen of diensten omwille van hun technische of artistieke specificiteit of omwille van de bescherming van exclusieve rechten, slechts aan één bepaalde aannemer, leverancier of dienstenverlener kunnen toevertrouwd worden;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de artikelen 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996;

## BESLUIT:

### Artikel 1:

Een verhoging van de inschrijving van de uitgave te aanvaarden en goed te keuren met 110.000,00 euro waardoor de verhoogde kosten kunnen worden gedekt als gevolg van de uitbreiding van de architectuuropdracht in het kader van de gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site - brouwerij Bellevuesite op de hoek van de Henegouwenkaai 41 en 43 met de Evariste Pierronstraat 1 te 1080 Brussel;

### Artikel 2:

Een bijkomende uitgave in te schrijven van 110.000,00 euro op artikel 9304/731-60 van de buitengewone begroting van 2014, onder voorwaarde van de goedkeuring van de gemeentebegroting door de toezichhoudende overheden en de uitgave te dekken door de subsidies toegekend in het kader van het 'EFRO 2013'-Programma en het Grootstedenbeleid, en het saldo door leningsgelden;

Deze beraadslaging zal worden verzonden naar de Toezichhoudende Overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

**Contrat de quartier durable Petite Senne- Composition de la CoQ.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un contrat de quartier durable dénommé « Petite Senne » ;  
Considérant que l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 prévoit que l'Assemblée générale de quartier, la Commission de quartier et la Commission de concertation sont les organes de la participation du programme de revitalisation urbaine ;

Vu les différentes candidatures entrées lors de la Commission de quartier de mardi 11 mars 2014;

DECIDE :

Article 1 :

De désigner les membres tels que proposés dans le document en annexe;

Article 2 :

De prendre connaissance et d'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission de quartier du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » tel que défini en annexe.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle, ainsi qu'aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Duurzaam wijkcontract "Kleine Zenne" - Samenstelling van de Wijkcommissie.**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de brief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – gedateerd op 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van een nieuwe duurzaam wijkcontract genaamd « Zinneke » betekent ;

Overwegende dat de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 voorziet dat de Algemene wijkvergadering, de Wijkcommissie en de Overlegcommissie de participatieorganen van het stedelijke herwaarderingsprogramma zijn ;

Gezien de verschillende kandidaturen die op de Wijkvergadering van dinsdag 11 maart 2014 binnenkwamen;

Gezien de beslissing van de wijkcommissie van 11 maart 2014;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De leden zoals voorgesteld in het document in bijlage aan te duiden :

Article 2 :

Kennis te nemen van het huishoudelijk reglement van de Wijkcommissie van Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » en het goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden, alsook aan de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0018# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Crèche « Les Petits Poucets », avenue Carl Requette, 20 : Remplacement  
des châssis extérieurs - Projet - CC13.0052.**

LE CONSEIL,

Considérant que les châssis de la crèche « Les Petits Poucets », avenue Carl

Requette, 20, sont en très mauvais état ;  
Considérant que pour contribuer à une utilisation rationnelle de l'énergie, il y a lieu d'y remédier au plus vite ;  
Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;  
Considérant que la dépense peut être estimée à 148.000,00 EUR TVA comprise ;  
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;  
Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte;  
Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
Vu les art.117 et 234 de la Nouvelle Loi communal ;

DE C I D E :

sous réserve d'approbation du budget 2014 par l'autorité de Tutelle

Article 1

d'approuver le projet relatif au remplacement des châssis extérieurs de la crèche « Les Petits Poucets » avenue Carl Requette, 20 ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver la dépense global estimée à 148.000,00 EUR TVA comprise ;

Article 4

d'engager cette dépense à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par des fonds d'emprunt ;

Article 5

de recourir à la procédure à l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Creche « Les Petits Poucets », Carl Requettelaan 20: Vervanging van het buitenschrijnwerk - Ontwerp - GR13.0052.**

DE RAAD,

Overwegende dat het buitenschrijnwerk van de creche « Les Petits Poucets », Carl Requettelaan 20, zich in zeer slechte staat bevindt;  
Overwegende dat om deel te nemen aan een rationele energiegebruik, het noodzakelijk is ze te vervangen;  
Neemt kennis van het bestek, de meetstaten en de plannen, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;  
Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 148.000,00 EUR BTW inbegrepen ;  
Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 ;  
Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openaانبesteding;  
Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;  
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

#### B E S L U I T :

onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2014 door de Toezichthoudende overheid

##### Artikel 1

het ontwerp betreffende de vervanging van het buitenschrijnwerk van de creche « Les Petits Poucets », Carl Requettelaan 20, goed te keuren ;

##### Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

##### Artikel 3

de globale uitgave geraamd ad. 148.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

##### Artikel 4

deze uitgave aan te rekenen op art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

##### Artikel 5

gebruik te maken bij openaانبesteding;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

## **Wegenwerken**

### **Marché de travaux relatif au remplacement du tapis synthétique du terrain du hockey n°01 au stade Pévenage - CC13.0064.**

LE CONSEIL,

Considérant que le tapis synthétique du terrain du hockey 01, est usé ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement du tapis synthétique du terrain du hockey n°01, situé au stade Pévenage - avenue du Château ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés établis par le service des Travaux Publics;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 300.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E :**

(sous réserve d'approbation du budget 2014 par l'autorité de Tutelle)

Article 1

d'approuver le projet relatif au remplacement du tapis synthétique du terrain du hockey n°01 au stade Pévenage ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 300.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

d'engager à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Werken opdracht betreffende de vervanging van de kunstgrasmat van het hockeyveld 1 in Pevenage Stadion - Ontwerp - GR13.0064.**

DE RAAD,

Overwegende dat, de kunstgrasmat van het kocheyveld 01 is versleten ;

Overwegende dat, het vervanging van het kunstgrasmat van het hockeyveld 01 in Pevenage Stadion - Kasteel laan - nodig is;

Neemt kennis van het ontwerp alsook van het bestek, de meetstaten hiertoe opgesteld door dienst Openbare Werken ;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 300.000,00 EUR BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 ;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openaanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

**B E S L U I T :**

onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2014 door de Toezichthoudende overheid

Artikel 1

het ontwerp betreffende de vervanging van de kunstgrasmat van het hockeyveld 1 in Pevenage Stadion, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten hiertoe opgesteld door door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Article 4

de globale uitgave geraamd ad. 300.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0020# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'installation - Zone 1 : nouveau réseau de caméras de vidéosurveillance sur le territoire communal - Zone 2 : nouvelles caméras de vidéosurveillance dans le quartier Osseghem-Piron - Projet - CC13.0063.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 23.10.2013 décidant e.a. ;

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'installation d'un nouveau réseau de caméras de vidéosurveillance sur le territoire communal (Zone 1) et de nouvelles caméras de vidéosurveillance dans le quartier Osseghem-Piron (Zone 2) ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 1.800.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

d'engager à l'art. 4210/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que conformément à la législation organisant le transmis des



décisions des organes communaux à l'autorité de tutelle, la délibération du Conseil communal du 23.10.2013 a été transmise à l'A.P.L. en date du 08.11.2013 ;

Considérant que le dossier a été approuvé par dépassement de délai le 13.02.2014 ;

Vu les remarques de la Tutelle annexées à la présente délibération ;

Considérant qu'il est dès lors, préférable d'adapter les documents du marchés en fonction des remarques de la Tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E :**

(sous réserve d'approbation du budget 2014 par l'autorité de Tutelle)

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'installation d'un nouveau réseau de caméras de vidéosurveillance sur le territoire communal (Zone 1) et de nouvelles caméras de vidéosurveillance dans le quartier Osseghem-Piron (Zone 2) ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans modifiés selon les remarques de la Tutelle ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 1.800.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

d'engager à l'art. 4210/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif, 12 abstentions.

---

**Opdracht werken betreffende de installatie - Zone 1 : nieuwe videobewaking cameranetwerk op het gemeentelijke grondgebied - Zone 2 : videobewakingscamera's op Osseghem-Piron wijk - Ontwerp - GR13.0063.**

DE RAAD,

Gelet zijn beraadslaging d.d. 23.10.2013 waarbij o.a. besloten werd om:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de installatie van de nieuwe videobewaking cameranetwerk op het gemeentelijke grondgebied (Zone 1) en de videobewakingscamera's op Osseghem-Piron wijk ( Zone 2);

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 1.800.000,00 EUR BTW (afgerond bedrag) inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 4210/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding.

Overwegende dat, conform de wetgeving houdende organisatie van de overmaking van de besluiten van de gemeentelijke organen aan de voogdijoverheid, de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.10.2013 op 08.11.2013 werd overgemaakt aan het Bestuur Plaatselijke Besturen;

Overwegende dat het dossier op 13.02.2014 werd goedgekeurd, na overschrijding van de termijn;

Gelet op de opmerkingen van de Voogdij die bij de onderhavige beraadslaging gevoegd zijn ;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is dat de documenten van de overheidsopdrachten worden aangepast op basis van de opmerkingen van de Voogdij ;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

**B E S L U I T :**

(onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2014 door de Toezichthoudende overheid)

Artikel 1

het ontwerp betreffende de installatie van de nieuwe videobewaking cameranetwerk op het gemeentelijke grondgebied (Zone 1) en de videobewakingscamera's op Osseghem-Piron wijk ( Zone 2);

Artikel 2

het bijzonder bestek, de maatstaten en de gewijzigde plannen goed te keuren volgens de opmerkingen van de Voogdij ;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 1.800.000,00 EUR BTW (afgerond bedrag) inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 4210/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 12 onthoudingen.

---

#012/26.03.2014/A/0021# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'aménagement intérieur du bâtiment communal rue de l'intendant, 63-65 - Phase 2 - Projet - CC13.0061.**

LE CONSEIL,

Considérant que le bâtiment communal de la rue de l'Intendant, 63-65 ne répond plus à certaines normes ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de l'aménager afin de procéder à divers aménagements intérieurs ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 170.000,00 EUR TVA comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu les art.117 et 234 de la Nouvelle Loi communal ;

DE C I D E :

(sous réserve d'approbation du budget 2014 par l'autorité de Tutelle)

Article 1

d'approuver le projet relatif l'aménagement intérieur du bâtiment communal  
rue de l'intendant, 63-65 ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet  
effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des  
Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense global estimée à 170.000,00 EUR TVA comprise ;

Article 5

d'engager cette dépense à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de  
l'exercice 2014 et de la couvrir par des fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure à l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Opdracht van werken betreffende van de binneninrichting van de gemeentebouw, Opzichterstraat, 63-65 - Fase 2 - Ontwerp - GR13.0061.**

DE RAAD,

Overwegende dat het gemeentelijk gebouw in de Opzicherstraat, 63-65 niet beantwoordt aan bepaalde normen;

Overwegende, derhalve, dat men dient te verhuizen, met het oog op inrichtingswerken aan de binnenkrant;

Neemt kennis van het bestek, de meetstaten en de plannen, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 170.000,00 EUR BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 ;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openaanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

**B E S L U I T :**

(onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2014 door de Toezichthoudende overheid)

Artikel 1

het ontwerp betreffende van de binneninrichting van de gemeentebouw,  
Opzichterstraat, 63-65, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de dienst  
Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst  
Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 170.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te  
keuren ;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 1040/724/60 van de buitengewone  
begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0022# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken  
Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire -  
Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la  
police de la circulation routière ;

Vu le règlement général complémentaire, approuvé par le Conseil communal  
en sa séance du 9 juillet 2009 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil  
communal du 24 septembre 2013 ;

Vu le Plan communal de Mobilité (PCM 1), adopté par le Conseil communal le  
25 octobre 2007 ;

Considérant le décès ou le déménagement d'une série de personnes

handicapées pour lesquelles des emplacements de stationnement pour personnes handicapées avait été créés.

Considérant la demande formulée par des commerçants pour que soit instaurée une zone rouge sur la place de la Duchesse de Brabant ;

Considérant la demande de commerçants pour que soient instaurées des zones de livraisons devant leur commerce ;

Considérant les plaintes de riverains de la rue de la Princesse quant à une forte augmentation du trafic de transit dans leur rue suite au réaménagement de la place de la Duchesse de Brabant ;

Considérant que le « Masterplan » relatif à la place de la Duchesse prévoyait, afin d'y éviter le trafic de transit, un sens unique dans la rue de la Princesse et sur le tronçon de la place de la Duchesse compris entre la rue de Manchester et la rue de la Princesse ;

Considérant que le bus de la ligne 89 transite sur le tronçon de la place de la Duchesse précité ;

Considérant la demande de riverains de l'avenue Jean de la Hoese en vue de l'inversion du sens de circulation sur le tronçon de l'avenue compris entre le boulevard Mettewie et la rue Pfeiffer ;

Considérant que le sens de circulation demandé par ces riverains correspond au Plan communal de Mobilité ;

DECIDE :

Article unique

de modifier le règlement général complémentaire comme suit :

**1) Supprimer à l'article 23.4.a.3 (emplacements réservés aux personnes handicapées) :**

30. à hauteur du numéro 41, rue de Koninck ;
31. à hauteur du numéro 70, rue de Koninck ;
32. à hauteur du numéro 85, rue de Koninck ;
48. à hauteur du numéro 66, rue Nicolas Doyen ;
49. à hauteur du numéro 20, avenue Jean Dubrucq ;
81. à hauteur du numéro 15, rue du Korenbeek ;
82. à hauteur des numéros 80 et 82, rue du Korenbeek ;
86. à hauteur du numéro 17, rue de Lessines ;
91. à hauteur du numéro 175, avenue de la Liberté ;
94. à hauteur du numéro 125, boulevard Edmond Machtens ;
95. à hauteur du numéro 75, boulevard Edmond Machtens ;
100. à hauteur du numéro 6, rue Melpomène ;
107. à hauteur des numéros 2 et 24, rue de Mexico ;
131. à hauteur du numéro 36, rue du Presbytère ;
136. à hauteur du numéro 1, rue Ransfort ;

137. à hauteur du numéro 51, avenue Carl Requette ;
146. à hauteur du numéro 65, rue Reimond Stijns ;
148. à hauteur du numéro 4, avenue des Tamaris ;
151. à hauteur du numéro 69, rue Dubois Thorn ;
160. à hauteur du numéro 51, rue Vandenboogaerde ;
162. à hauteur du numéro 128, rue Alphonse Vandenpeereboom ;
163. à hauteur du numéro 77, rue Vanderdussen ;
171. à hauteur du numéro 15, rue Verheyden.

**2) Insérer à l'article 24.2.a)1 (zone rouge) :**

7. chaussée de Ninove, à hauteur de la place de la Duchesse de Brabant ;

**3) Insérer à l'article 24.2.a)2 (zone jaune) :**

34. rue Picard, sur la berme centrale située entre les rues Vandenboogaerde et de Ribaucourt ;
35. chaussée de Ninove, à hauteur du numéro 100, sur une distance de 20 mètres, du mardi au samedi, de 7 à 18 heures ;
36. place de la Duchesse de Brabant, à hauteur des numéros 35 et 36, sur une distance de 10 mètres, du lundi au samedi, de 8 à 18 heures.
37. Place de la Duchesse de Brabant, à hauteur du numéro 32, sur une distance de 9 mètres ;

**4) Insérer à l'article 1.2 (sens interdit sauf cyclistes) :**

162. rue de la Princesse, de la place de la Duchesse de Brabant au quai de Mariemont ;
163. avenue Jean de la Hoese, de l'avenue Marcel Grüner à l'avenue du Karreveld ;
164. avenue Jean de la Hoese, du boulevard Mettewie à l'avenue Martin Pfeiffer, à l'exception du tronçon situé entre le parc du Karreveld et l'îlot verdurisé aménagé au carrefour avec le boulevard Louis Mettewie ;

**5) Insérer à l'article 1.3 (sens interdit sauf bus et cyclistes) :**

2. Place de la Duchesse de Brabant, de la rue de Manchester à la rue de la Princesse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 26 votes positifs, 14 abstentions.



DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer ;

Gelet op het aanvullend algemeen reglement, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 9 juli 2009 goedgekeurd en gewijzigd heeft in zijn zitting van de Gemeenteraad van 24 september 2013;

Gelet op Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP 1), aangenomen door de Gemeenteraad van 25 oktober 2007;

Overwegende het overlijden of de verhuis van een aantal gehandicapte personen voor wie een parkeerplaats voor gehandicapte personen gecreëerd werd;

Overwegende de uitgedrukte aanvraag van handelaars om een rode zone op de Hertogin van Brabantplaats aan te brengen;

Overwegende de aanvraag van handelaars om leveringszones voor hun zaak aan te brengen;

Overwegende de klachten van bewoners van de Prinsesstraat aangaande een sterke verhoging van het doorgangsverkeer in hun straat naar aanleiding van de heraanleg van de Hertogin van Brabantplaats;

Overwegende dat het Masterplan met betrekking tot de Hertoginplaats, om er het doorgangsverkeer te vermijden, een eenrichting in de Prinsesstraat en op het kruispunt van Hertoginplaats inbegrepen de Manchesterstraat en de Prinsesstraat voorzag;

Overwegende dat de buslijn 89 op het kruispunt van de voornoemde Hertoginplaats doorgaat;

Overwegende de vraag van de bewoners van de Jean de la Hoeselaan om het eenrichtingsverkeer om te draaien in het straatstuk van de laan gelegen tussen de Mettwielaan en de Pfeifferstraat;

Overwegende dat de door de bewoners gevraagde rijrichting overeenstemt met het Gemeentelijk Mobiliteitsplan;

BESLUIT:

Enig artikel

het algemeen aanvullend reglement als volgt te wijzigen:

**1) Afschaffing; in artikel 23.4.a)3 (voorbehouden plaatsen voor gehandicapte personen):**

30. ter hoogte van het nr 41, ;De Koninckstraat;

31. ter hoogte van het nr 70, De Koninckstraat;

32. ter hoogte van het nr 85, De Koninckstraat;
48. ter hoogte van het nr 66, Nicolas Doyenstraat;
49. ter hoogte van het nr 20, Jean Dubrucqlaan;
81. ter hoogte van het nr 15, Korenbeekstraat;
82. ter hoogte van de nrs 80 en 82, Korenbeekstraat;
86. ter hoogte van het nr 17, Lessenstraat;
91. ter hoogte van het nr 175, Vrijheidslaan;
94. ter hoogte van het nr 125, Edmond Machtenslaan;
95. ter hoogte van het nr 75, Edmond Machtenslaan;
100. ter hoogte van het nr 6, Melpomenestraat;
107. ter hoogte van de nrs 2 en 24, Mexicostraat;
131. ter hoogte van het nr 36, Pastorijstraat;
136. ter hoogte van het nr 1, Ransfortstraat;
137. ter hoogte van het nr 51, Carl Requettelaan;
146. ter hoogte van het nr 65, Reimond Stijnsstraat;
148. ter hoogte van het nr 4, Tamariskenlaan;
151. ter hoogte van het nr 69, Dubois Thornstraat;
160. ter hoogte van het nr 51, Vandenboogaerdestraat;
162. ter hoogte van het nr 128, Alphonse Vandenpeereboomstraat;
163. ter hoogte van het nr 77, Vanderdussenstraat;
171. ter hoogte van het nr 15, Verheydenstraat;

## **2) Invoeging; in artikel 24.2.a)1 (rode zone):**

7. Steenweg op Ninove, ter hoogte van het Hertogin van Brabantplaats.

## **3) Invoeging; in artikel 24.2.a)2 (gele zone):**

34. Picardstraat, op de centrale berm gelegen tussen de Vandenboogaerdestraat en de Ribaucourtstraat;
35. Steenweg op Ninove, ter hoogte van het nummer 100, over een afstand van van 20 meter, dinsdag tot zaterdag, van 7u tot 18u;
36. Hertogin van Brabantplaats, ter hoogte van de nummers 35 en 36, over een afstand van 10 meter, van maandag tot zaterdag, van 8u tot 18u;
37. Hertogin van Brabantplaats, ter hoogte van het nummer 32, over een afstand van 9 meter.

## **4) Invoeging; in artikel 1.2 (verboden rijrichting behalve voor fietsers):**

162. Prinsesstraat, vanaf de Hertogin van Brabantplaats tot de Mariemontkaai;
163. Jean de la Hoeselaan, van de Marcel Grunerlaan tot de Karreveldlaan;
164. Jean de la Hoeselaan, van de Mettwielaan tot de Martin Pfeifferlaan, met uitzondering van het baanvak gelegen tussen het Karreveldpark en het van groen voorzien aangelegd eilandje tot het kruispunt met de Louis Mettwielaan.

**5) Invoering; in artikel 1.3 (verboden rijrichting behalve voor bussen en fietsers):**

2. Hertogin van Brabantplaats, van de Manchesterstraat tot de Prinsesstraat.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 26 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

---

#012/26.03.2014/A/0023# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Achats de matériel informatique - C.I.R.B.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 18 decembre 2013 par laquelle il a été décidé de procéder à l'achat de matériel informatique via la centrale de marché du CIRB pour un montant de 34.445,53 EUR TVAC à l'article 7223/742/53 et pour un montant de 7.477,99 EUR TVAC à l'article 7222/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 financé par des fonds d'emprunts ;

Vu l'arrête royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement par des fonds d'emprunts de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Aankoop van informaticamateriaal - C.I.B.G.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2013 waarbij besloten werd over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal via de aankoopcentrale van het CIRB voor een bedrag van € 34.445,53 BTWI op artikel 7223/742/53 en voor een bedrag van € 7.477,99 BTWI op artikel 7222/742/53 van de buitengewone begroting van 2013 gefinancierd door leningsfondsen;  
Gezien het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;  
Overwegende dat het nodig is de financieringswijze van deze uitgave goed te keuren;

BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze door leningsfondsen van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

#012/26.03.2014/A/0024# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Prolongation de la Communauté Scolaire 1080 pour la période 2014-2020.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Verlenging van de Scholengemeenschap 1080 voor de periode van 2014-2020.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 19 mei 2005 besloten heeft een scholengemeenschap te vormen met de volgende gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen van Sint-Jans-Molenbeek :

- School Regenboog, Ulenstraat 83 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 3798);
- School Paloke, Ninoofsesteenweg 1001 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4151);
- School Windekind, J-B Decockstraat 54 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4135);
- School Tijn Uylenspiegel, De Koninckstraat 65 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4143);

Overwegende dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 26 mei 2011 besloten heeft een scholengemeenschap te vormen met de volgende gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen van Sint-Jans-Molenbeek :

- School Regenboog, Ulenstraat 83 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 3798);
- School Paloke, Ninoofsesteenweg 1001 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4151);
- School Windekind, J-B Decockstraat 54 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4135);
- School Windroos, Kortrijkstraat 52 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4143)
- Tijn Uylenspiegel, De Koninckstraat 65 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 129023);

Gelet op zijn beraadslaging van 11 juli 2003 waarin besloten werd aan deze scholengemeenschap de naam “Scholengemeenschap 1080” (nr 122051) te geven;

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, de artikelen 42 en 43;

Gelet op het Decreet Basisonderwijs van 25 februari 1997 de artikelen 125bis tot en met 125quaterdecies;

Overwegende dat een schoolbestuur in het kader van de organisatie van zijn basisonderwijs een scholengemeenschap kan vormen,

Overwegende dat een scholengemeenschap zowel kleuter- als lager onderwijs moet bevatten, op de eerste schooldag van februari 2014 minstens 900 gewogen leerlingen moet tellen en zich hoogstens over vijf aangrenzende onderwijszones mag uitstrekken,

Overwegende dat de “Scholengemeenschap 1080” op 3 februari 2014, 1093 leerlingen telde (Regenboog : 347 lln, Paloke : 210 lln, Windekind 203 lln , Tijn Uylenspiegel : 147 en Windroos 186 lln.)

Overwegende dat het gemeentebestuur in het kader van de organisatie van haar Nederlandstalig basisonderwijs een scholengemeenschap kan vormen met haar vijf basisscholen;

Overwegende dat de huidige Scholengemeenschap 1080 na een periode van drie schooljaren afloopt op 31 augustus 2014,

Overwegende dat er geen fundamentele bijsturing van de scholengemeenschappen heeft plaatsgevonden naar aanleiding van het uitgevoerde wetenschappelijk onderzoek, en het aangewezen is de huidige samenwerking te verlengen voor de in de regelgeving voorziene periode van

zes jaar, van 1 september 2014 tot 31 augustus 2020,  
Overwegende dat de verlenging van de “Scholengemeenschap 1080”  
voorgelegd zal worden aan de schoolraden en aan het onderhandelingscomité;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

De werking van de huidige Scholengemeenschap 1080 met zes schooljaren te  
verlengen vanaf 1 september 2014 tot 31 augustus 2020

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14  
mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Ahmed El Khannouss entre en séance / treedt in zitting  
Lhoucine Aït Jeddig quitte la séance / verlaat de zitting  
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting  
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.03.2014/A/0025# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par Monsieur De Block relative à l’affichage électoral  
organisé par la Commune.**

Le point est rejeté.

38 votants, 1 vote positif, 25 votes négatifs, 12 abstentions.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de aanplakkingen  
voor de verkiezingen georganiseerd door de Gemeente.**

Het punt wordt verworpen.

38 stemmers, 1 positieve stem, 25 negatieve stemmen, 12 onthoudingen.

Lhoucine Aït Jeddig entre en séance / treedt in zitting  
Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.03.2014/A/0026# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par Monsieur De Block concernant l’approbation des  
motions dans le ROI.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de moties in het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.03.2014/A/0027# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par le groupe PS relative à l'introduction du droit d'interpellation citoyenne devant le Conseil de Police.**

Le point est rejeté.

39 votants, 12 votes positifs, 20 votes négatifs, 7 abstentions.

---

**Motie ingediend door de PS-fractie betreffende de invoering van het recht op interpellatie door de burgers voor de Politieraad.**

Het punt wordt verworpen.

39 stemmers, 12 positieve stemmen, 20 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting

Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting

Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.03.2014/A/0028# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation introduite par Monsieur Achaoui relative aux problèmes de mobilité et commerciaux sur la chaussée de Gand et ses alentours.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation introduite par Monsieur Achaoui relative aux problèmes de mobilité et commerciaux sur la chaussée de Gand et ses alentours, dont le texte suit:

*"Mesdames, Messieurs*

*Comme vous le savez certainement, notre commune connaît actuellement de sérieux problèmes de mobilité et ce à cause des certains travaux en cours.*

*Les conséquences sur le plan commercial sont tout simplement alarmantes et désastreuses.*

*En effet, les interpellations des commerçants de la chaussée de Gand et de la*

*Place communale ne cessent pas. Une lettre ouverte a d'ailleurs fait l'objet d'un courrier envoyé aux membres du collège du Bourgmestre et des Echevins.*

*Il s'agit en effet, d'un courrier dans lequel les commerçants ont manifesté et porté à votre connaissance les plaintes généralisées grandissantes auxquelles s'ajoutent les mécontentements manifestes des clients.*

*Les réclamations sont de diverses natures et les conséquences sont dramatiques pour nos commerçants :*

*a) Mobilité et sa problématique : suite aux travaux d'aménagement de la place Communale qui sont en cours, la situation s'est fortement dégradée et pénalise considérablement le tissu économique dans son ensemble. Pourquoi ?*

*l'absence d'emplacement de parking alternatifs suffisants et ce malgré les promesses faites lors des réunions préliminaires de chantier.*

*La signalisation inexistante ou le cas échéant invisible à des endroits stratégiques de la chaussée de Gand indiquant clairement les emplacements disponibles quand il y en a.*

*La saturation des emplacements des rues avoisinantes. (ne pouvant absorber le trafic)*

*La perte de la clientèle renonçant à faire ses courses après avoir circulé un temps considérable en vue de trouver un emplacement libre.*

*L'intransigeance journalière d'une police aguerrie à verbaliser.*

*b) Facteur et dynamique économique :*

*Absence de pro activité et de volonté politique pour palier la dégradation économique.*

*Manque de concertation et d'implication de l'échevinat en charge du commerce.*

*Plan d'actions inexistant. Les commerçants sont voués à eux-mêmes.*

*Manque ou très peu de communication -*

*Sentiment de malaise et de pression inconfortable.*

*Devant ce constat alarmant, et l'inquiétude grandissante. Il y a lieu de réagir urgemment sous peine de voir notre belle artère commerciale disparaître à jamais.*

*Je vous rappelle que l'association des commerçants a mené tant bien que mal des actions afin de promouvoir la chée de Gand et ses commerces. Des*



*actions ont certes été menées pour attirer davantage de clientèle et surtout une clientèle nouvelle au-delà des frontières de la commune de Molenbeek.*

*Pour les raisons évoquées, nous constatons actuellement que cette clientèle glisse vers d'autres artères commerciales des communes avoisinantes.*

*Mes questions sont très simples et demandent des réponses concrètes car il s'agit d'un problème concret :*

*Comment comptez-vous remédier au plus vite aux problèmes de parkings ?*

*Comment comptez-vous gérer la nouvelle problématique du trafic infernal ?*

*Pourriez-vous nous communiquer clairement votre plan d'actions pour redynamiser le secteur économique ? quelles sont vos actions concrètes ?*

*Compte tenu de l'ampleur du sujet et l'importance de la dynamique commerciale dans la vie de notre commune (recettes communales importantes – voire taxes), quelle est votre ambition et volonté politique dans la reconsidération budgétaire pour 2014 ?*

*Comment expliquez-vous l'incohérence budgétaire qui se traduit au niveau des chiffres 2013 : dépenses vs recettes ? budget ordinaire et extraordinaire.*

*Merci*

*Abdellah ACHAOUI''*

Le Conseil prend acte.

---

**Interpellatie ingediend door de Heer Achaoui betreffende de problemen inzake mobiliteit en handel in de steenweg op Gent en omgeving.**

De Raad neemt akte.

Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.03.2014/A/0029# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Achaoui relative à la politique sportive et au dysfonctionnement et mécontentement de certaines équipes sportives.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Achaoui relative à la politique sportive et au dysfonctionnement et mécontentement de certaines

équipes sportives, dont le texte suit:

*"Monsieur L'échevin,*

*Force est de constater que « FACEBOOK » constitue un outil d'information fortement utilisé par beaucoup d'entre nous. Il permet aisément au citoyen d'exprimer son point de vue, de faire connaître son mécontentement et de faire entendre ses revendications diverses. Récemment notre club phare, évoluant en national 2 (foot salle) a dû s'expatrier dans une autre commune pour jouer son match de championnat.... Faute de cette solution de dernière minute, l'équipe aurait enregistré un forfait et une amende. Cette mésaventure s'est déjà produite par le passé.*

*Ces faits précis ainsi que d'autres dysfonctionnements, comme par exemple ceux du club RWDM FC Brussels, (ce dossier fera l'objet d'une interpellation toute particulière), ou encore la fermeture de la piscine et ses conséquences, les travaux de la salle du Sippelberg et les retards, ont largement été relatés dans FACEBOOK et incontestablement portent atteinte à l'image de notre commune et l'échevinat des sports en général.*

*Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la pratique du sport est essentielle à tout point de vue. Les recommandations incessantes vont dans ce sens et nous encourage tous à la pratique d'un sport. Cependant, les recommandations et la volonté ne suffisent pas, il faut des moyens et une réelle politique sportive. Et c'est là où les choses semblent se compliquer. En effet, après analyse des moyens budgétaires largement insuffisants programmés pour l'année 2013, on ne voit pas très bien comment vous comptez redynamiser la nouvelle politique sportive avec une marge de manœuvre budgétaire inexistante. Vous avez prôné le changement et innovation, mais de quel changement parliez-vous ? Et à quand cette fameuse innovation ?*

*Outre ces interrogations, voici mes questions précises.*

*Comment comptez-vous remédier définitivement à la problématique de l'équipe de foot en salle ?*

*comment comptez-vous innover la politique sportive de notre commune tout en sachant que vos coûts actuels d'exploitation, de dettes, de fonctionnement et des transferts constituent la majorité de votre budget global ?*

*pourriez-vous nous citer quels furent vos projets sportifs innovants réalisés en 2013 ?*

*allez-vous continuer dans la perspective du budget 2014 à sacrifier le budget sport au détriment d'autres compétences ?*

*comment comptez-vous sensibiliser la population à davantage de sport ?*

*Merci*

*Abdellah Achaoui''*

Le Conseil prend acte.

---

**Interpellatie ingediend door de Heer Achaoui betreffende het sportbeleid, het slecht functioneren van, en de ontevredenheid bij sommige sportteams.**

De Raad neemt akte.

---

#012/26.03.2014/A/0030# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Van Damme concernant la présence des stewards devant l'école Klimpaal.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de stewards voor de school Klimpaal.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0031# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur De Block relative aux règles de sécurité incendie concernant les immeubles âgés.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de regels inzake brandveiligheid voor oudere gebouwen.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0032# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant l'inégalité sociale et financière entre les écoles des différents réseaux d'enseignement sur le territoire de la Commune.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de sociaal-financiële ongelijkheid tussen de scholen van de verschillende onderwijsnetten op het grondgebied van de Gemeente.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0033# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Tamditi relative aux élections.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende de verkiezingen.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0034# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Tamditi relative aux travaux sur la Place communale.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende de werken op de Gemeenteplaats.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0035# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant les nouveaux phénomènes indésirables dans les environs de la Porte de Ninove.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de nieuwe  
ongewenste verschijnselen in de omgeving van de Ninoofse Poort.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/26.03.2014/A/0036# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans relative à l'entretien du  
parc et de la plaine de jeux Place du Triangle.**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende het  
onderhoud van park met speeltuin op het Driehoeksplein.**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

La séance est levée à 24h20.  
De zitting wordt gesloten om 24u20.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,  
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch